

## EDITORIAL

## Ce n'est qu'un au revoir

Hélène Durand Ballivet et Christiane Escher ont, après tant d'années à œuvrer pour le CCIG, choisi de tourner la page. Mais elles continueront de nous accompagner...

Depuis 2003, le Bulletin du CCIG informe ses lecteurs sur le travail accompli dans le cadre de l'agenda international, par des « hommes et des femmes imaginatifs, courageux et tenaces ... qui appartiennent à la race de ceux que l'Evangile appelle des artisans de paix » écrit Jean-Claude Petit dans son éditorial de mars 2004. Souvent le Bulletin s'est fait l'écho des réunions mondiales qui se sont succédées au cours des dix dernières années, il a également introduit des thèmes qui, repris dans les sessions de formation aux réalités internationales, les colloques, les tables rondes, ont rythmé la vie du Centre. Des personnalités fortement engagées dans leurs convictions chrétiennes et ouvertes au monde en évolution s'y sont exprimées pour rappeler la vocation de tout chrétien de « remettre l'Homme au centre de notre action pratique, de nos projets, à agir préventivement pour éviter que l'avenir nous prépare à nouveau des situations aussi dramatiques que celles que nous connaissons tous », comme le proposait Fernand Vincent en juillet 2006 dans un éditorial intitulé: « Comment intégrer le respect des droits humains à l'action du développement ? »

Ainsi, reprenant les réflexions du Professeur Joseph Maïla, invité par le Comité pour l'aider à réfléchir sur l'avenir du Centre, Marc Savary écrivait dans le Bulletin d'avril 2007 : « La mondialisation est devenue un processus sans pilote, guidé par les seuls impératifs de la technologie. L'utilitarisme est devenu roi. Dans un tel monde il n'est pas facile de développer une vision, de comprendre les enjeux ou de proposer des pistes de changement ». Nous devons donc prendre le temps de nous arrêter pour prioriser nos objectifs « qui ne trouveront leur pertinence qu'à l'aune du défi majeur posé aux chrétiens d'aujourd'hui : faire entrer une vision, dans ce monde sans autre orientation que celle du profit maximum, qui aura comme seul critère la place faite à l'homme, à celles et à ceux qui ne peuvent aujourd'hui que subir, impuissants, l'injustice et la violence ».

Alors, en vue d'approfondir notre mission de laïcs chrétiens, le Bulletin pourrait reprendre, comme le proposait le Père Joseph Joblin, « la suggestion faite par Jacques Maritain dans l'entre-deux-guerres de distinguer les actions entreprises par les laïcs « en tant que chrétiens » de celles que les individus ou les organisations mènent « en chrétiens » ? Les premières, conduites en étroite union avec la hiérarchie, expriment les lignes directrices qui, du point de vue de l'Eglise, doivent inspirer la solution de tel problème; pour les secondes, les individus ou les organisations agissant sous leur propre responsabilité choisissent les moyens qui leur semblent les plus aptes pour persuader leurs partenaires. Ici encore, le rôle des Centres apparaît essentiel grâce à leur connaissance et à leur expérience de la vie internationale ». Pour une part, je l'espère, les 27 numéros du Bulletin du CCIG en portent témoignage. ■

**Hélène Durand Ballivet, présidente du CCIG**

Il faudrait plus qu'un bulletin pour décrire tout ce qu' Hélène Durand-Ballivet, notre présidente sortante, et Christiane Escher, membre de notre Comité depuis



tant d'années, nous ont apporté. Inutile donc d'essayer, d'autant que tous nos partenaires surs ont pu, au fil des rencontres et des séances de travail communes, mesurer leur contribution et leur engagement.

Qu'un seul mot soit donc mentionné ici: celui de générosité. Sans la générosité d'Hélène et de Christiane, toujours présentes pour contribuer à l'œuvre difficile et périlleuse du Centre catholique international de Genève, celui-ci n'aurait sans doute jamais résisté aux tourmentes et aux épreuves de ces dernières années. Et sans leur générosité, nos réunions de comité n'auraient été qu'un fruit sec.

Merci Hélène. Merci Christiane. Dans leurs fonctions respectives, et toujours avec le sourire et la volonté de faire au mieux, l'une comme l'autre ont su, au fil des années passées à travailler ensemble, nous communiquer la ferveur de leur engagement. Hélène, secrétaire générale puis présidente, était l'âme du CCIG et son pilier, sans cesse à l'œuvre pour aider nos membres et nos partenaires. Christiane, toujours prompte à nous rappeler l'importance de l'ouverture sur les autres religions et sur la société, était notre vigie. Leur départ du Comité, dont elles resteront bien sur proches, est un crève cœur. Mais aussi un défi: c'est en répondant à leurs attentes, par nos actions et la qualité de notre message, que nous nous montrerons dignes de leurs efforts passés. A toutes deux, un très grand merci !

**Richard Werly, Vice-président du CCIG**

## A l'issue de l'Assemblée Générale 2012...

Le 22 mai 2012 a eu lieu l'Assemblée Générale du CCIG. Comme d'habitude, elle marque un moment important dans la vie associative du CCIG en offrant une occasion de rencontre pour tous les membres du CCIG. Parmi les points à l'ordre du jour, il y a eu l'adoption du rapport d'activités 2011, ainsi que l'adoption du programme d'activités 2012-2013 et les documents financiers habituels. Après avoir mentionné les activités administratives transversales accomplies par le CCIG, telles que l'envoi d'informations, le site internet et le bulletin du CCIG, la Secrétaire

générale a illustré deux activités déjà réalisées au cours du premier semestre de son mandat, notamment le Projet concernant les travailleurs domestiques et l'emploi des jeunes, dont on parlera en détails dans les prochaines pages de ce bulletin ainsi que la Plateforme pour l'Examen Périodique Universel (EPU). Etablie en décembre 2011, cette plateforme qui s'est réunie au cours des mois suivants, a montré une participation plus que satisfaisante des ONG membres ou non membres du CCIG. Si sept (7) interventions écrites conjointes ont été soumises au Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme grâce à la Plateforme du CCIG, plusieurs de ses membres ont exprimé leur intérêt à recevoir un

cours de formation spécifique sur l'EPU qui sera inclus parmi les activités à démarrer dans les prochains mois. L'objectif de ce cours sera d'offrir aux représentants des ONG les outils nécessaires à optimiser leur travail dans le cadre de cet examen. L'utilité de ce service proposé par le CCIG apparait d'autant plus clairement si on considère que ce mécanisme onusien pour la protection des droits de l'homme a récemment démarré son 2<sup>ème</sup> cycle de révision, qui sera crucial pour assurer une suite efficace aux engagements pris par les gouvernements lors du 1<sup>er</sup> cycle. S'agissant toujours des activités futures, la Secrétaire générale a souligné l'importance pour le CCIG de répondre aux exigences concrètes de ses membres par rapport à leur travail. C'est pourquoi, toute activité de sensibilisation et réflexion sur ces thèmes d'actualité internationale, ainsi que des sessions de formation formelle et informelle seront le point fort de l'offre du CCIG pour le reste du 2012.



Autre point important de la dernière AG a été l'élection des nouveaux membres du Comité du CCIG. Quatre candidats ont manifesté leur intérêt à devenir membres du Comité exécutif du CCIG : il s'agit de Muriel Delaye, Adrien Fohrer, Anne-Marie Meyer et Guillermo Kerber, qui ont été élus à l'unanimité membres du comité par l'AG.

De même, cette Assemblée générale a pris acte du départ de Christiane Escher et Hélène Durand Ballivet qui quittent le Comité du CCIG après de nombreuses années au service du Centre. Nous les remercions pour leur travail et leur dévouement au CCIG.

## Les nouveaux membres du Comité Exécutif du CCIG

L'Assemblée Générale du 22 mai 2012 a élu quatre nouveaux membres au Comité Exécutif du CCIG. Nous leur adressons une très cordiale bienvenue!

**Muriel Delaye** - Pianiste de formation, Muriel Delaye est la fondatrice et actuelle Présidente de l'APENDL - Association des parents d'élèves de l'Institut Notre Dame du Lac, (école catholique), à Cognoy. En raison de ses compétences en matière de gestion, elle s'était chargée, dans le cadre de l'institution Notre Dame du Lac, de l'organisation de plusieurs événements culturels et sociaux. Les enfants, surtout les plus petits, ont toujours été au cœur des nombreuses activités de bénévolat qu'elle a réalisés jusqu'à présent. Elle est mariée et mère de quatre enfants.

**Adrien Fohrer** - Professionnel de la communication et des relations publiques, il a exercé son métier en France, en Afrique et en Suisse. Au cours de ces différentes responsabilités, il est intervenu dans des projets privés et publics avec le souci constant d'apporter de la visibilité à la vision et aux actions de ses clients et de ses employeurs. Passionné par son métier, et poussé par le souci d'agir en chrétien, le cœur de sa démarche est centrée sur le capital humain comme moteur de la réussite des projets qui lui sont confiés.

**Annemarie Mayer** - chargée des cours en théologie fondamentale à l'Université de Fribourg (section allemande) et Professeur titulaire à l'Université de Tübingen, Annemarie Mayer est Consultante catholique romaine auprès du Conseil Œcuménique des Églises à Genève. Animée par un fort engagement associatif, elle est aussi membre du comité consultatif de l'Association des théologiens catholiques dogmatiques et de l'Association européenne de théologie catholique.

**Guillermo Kerber** - Engagé depuis plus de 25 ans dans des actions pour la dignité humaine, le respect des droits humains et contre l'impunité et l'injustice, dans le cadre de sa participation active au sein d'une ONG d'inspiration chrétienne, il travaille à présent en tant qu' Exécutif de Programme au Conseil Œcuménique des Églises (COE). Au cours des six dernières années au COE, il s'est occupé de la sauvegarde de la création et la justice climatique. Il est marié et père de trois enfants.

## CCIG ACTIVITIES

### Climate Change & Human Rights

The CCIG was again represented at the UN Human Rights Council's Seminar on Addressing the Adverse Impacts of Climate Change on the Full Enjoyment of Human Rights held in Geneva on 23-24 February 2012.

This Seminar, attended by more than 60 participants, was the latest in a series of initiatives by the Human Rights Council concerning this timely and critical issue. A very useful "Concept Paper" was prepared to facilitate and guide the discussion. <<http://www.ohchr.org/Documents/Issues/ClimateChange/ConceptPaperClimateChangeSeminar2012.pdf>>.

It noted that it is vital to assess and improve understanding of the actual and potential implications of global climate change on the human rights of individual people and communities around the world and that international cooperation to address the adverse impacts of climate change on human rights "is an imperative challenge and opportunity."

The prepared statements of the large number of speakers are available at the following web site: <http://www.ohchr.org/EN/Issues/HRAandClimateChange/Pages/HRCseminaronHRandclimatechange.aspx>.

Particular attention should be given to the closing statement made by Mary Robinson, the Former High Commissioner of Human rights and former President of Ireland and founder of Mary Robinson Foundation on Climate Justice. It should be noted that speakers at the Seminar gave high priority to the special consequences climate change is already having upon women and children and the rapidly evolving challenges climate change represents for migration within and between countries (see for example statement by S. Haque, IOM).

For CCIG and its members, it is reassuring to note that this issue has now become a much higher profile and mainstream issue within the UNHRC process. The most important recent event has been the adoption by the Human Rights Council at its 19th Session in March 2012 of a Resolution on Human Rights and the Environment, which decided "to appoint, for a period of three years, an independent expert on the issue of human rights obligations related to the enjoyment of a safe, clean,

healthy and sustainable environment with a list of 7 major tasks, including “to study, in consultation with Governments... civil society organizations, including those representing indigenous peoples and other persons in vulnerable situations,...”; to work in close coordination with others “taking into account the views of other stakeholders, including civil society organizations; and the submission of annual reports to the Human Rights Council.” The Resolution also refers directly to the need to take into account the results of the RIO + 20 process.

The NGO community, including a growing number of faith-based organizations, have become increasingly informed and involved in the evolving UNHCR processes with a view to ensuring that vital and urgent Human Rights consequences of Environment and Climate Change are adequately reflected in future policies and actions at ALL levels, international, regional, national and local. NGOs will be able to increasingly call upon the work and decisions of the HCR in this field to support the development and implementation of their own initiatives and activities in this field.

Given the existing and increasingly effective network of NGOs concerned with these issues, the CCIG will no longer actively promote and facilitate further consultations among faith based NGOs in this field in Geneva, but will continue to monitor this issue in future in order to keep its members informed of progress and new initiatives or possible special concerns warranting special attention/action by CCIG members. ■

### Le Travail Décent : Background

Depuis plusieurs années, le CCIG a montré un grand intérêt vers les activités menées par l'Office International du Travail (OIT), en particulier dans le cadre de la Conférence Internationale du Travail. Cet intérêt est culminé dans l'organisation de consultations d'ONG catholiques qui en parallèle à la Conférence, offrent un espace de concertation et de partage pour les ONG sur le thème du travail décent.

Suite aux consultations déjà organisées en 2010 et 2011, cette année le CCIG, en collaboration avec la Commission Allemagne Justice et Paix/Kolping International, la CIJOC, et Caritas Internationalis, a organisé le 31 mai et le 1 juin 2012, une

consultation d'ONG d'inspiration catholique structurée dans la manière suivante : une session portant sur l'emploi des jeunes et une session sur le suivi du projet de l'année passée concernant les travailleurs domestiques.

Entre-temps, une activité de sensibilisation a été entreprise par le CCIG afin de lancer en particulier le sujet de l'emploi des jeunes parmi les organisations membres et celles qui font partie de son réseau de travail. En particulier, une rencontre informelle a eu lieu le 18 avril 2012, au cours de laquelle Larry Kohler, membre du comité du CCIG et ancien fonctionnaire de l'OIT, a présenté les nombreuses implications du sujet. Dans les articles suivants, plus d'informations sont disponibles concernant les résultats des deux sessions de la Consultation 2012 sur le travail décent : Emploi des jeunes et Travailleurs Domestiques. ■

#### 2012 Consultation on Decent Work

Organized by the International Catholic Center of Geneva, the German Commission for Justice and Peace/Kolping International, the International Coordination of Young Christians Workers, and Caritas Internationalis, the 2012 Consultation represented an important occasion for catholic-inspired NGOs to share their views as well as difficulties and best practices experienced in their work worldwide. The Panel Discussion included remarkable speakers such as: Maria Prieto (ILO Youth Employment Program), Samuel Diaz Fernandes Littauer (WSCF), Gloria Moreno Fontes (ILO International Migration Program), Elisabeth Tang (International coordinator of IDWN), and Maria Suelzu (Caritas Internationalis). In his opening statement, Mgr. Silvano Tomasi, Nuncio Apostolic of the Holy See to the United Nations in Geneva, stated:

***“Work is not just a job: it has broader social, ethical and human consequences for our society.”***



## YOUTH EMPLOYMENT: Perspective on possible way forwards:

Following the consultation, these seems to be the main points indicating possible way forwards not only for CCIG but for its members:

What needs to be done:

1. We need to reassess our approach to basic education. We need to avoid narrow and “absolute” skills and seek an approach that develops life-long learning skills to enable people to adapt to changing labor market needs;

2. We need to draw attention to the social costs of austerity and jobless growth. Our priority to respond to the financial debt crisis is generating a serious long-term social cost, especially for young men and women.

3. How do we make young people more attractive to employers'. First, employers' need to look beyond immediate skills and lack of experience to identify people who they can invest in for the future. Internships should be paid and seen as a way to develop new quality staff within the company—and not just “free” labor. Such an approach would bring a more human face to a job, but as well enable them to play a role in the company and within society.

4. More attention should be given to integrating work experience within education systems, by providing opportunities for practical work within education programs. This could significantly help facilitate the transition from school to work

What can we do as NGOs:

1. Regarding our work in Geneva as well as the work of our NGOs around the world, we need to mobilize more youth involvement in the design, planning and implementation of our strategies and operational activities.

2. International NGOs need to more effectively together (e.g. networking) to influence the work of the ILO, HRC and others to ensure youth employment issues are on their agenda and programs of work. No matter what issues our NGO may deal with, we need to ensure that we integrate youth employment issues, as appropriate, within our activities.

Concrete suggestions for Action:

1. Improve access to information on youth employment challenges for those studying or looking for a job with a view to

facilitating the transition from school to work.

2. Support the development of incentives for employers to hire young people, e.g. tax incentives.

3. Governments at all levels should be encouraged to employ young men and women within their civil services.

4. Catholic and other Faith-Based NGOs are encouraged to ensure that youth employment and decent work issues are included within their on-going and future activities related to human rights.

5. NGOs should work to ensure that young men and women are enabled to fully participate in their activities and to have an explicit voice within their organization.

The sponsors of the Consultation are invited to closely follow the General Discussion on Youth Employment at the 101<sup>st</sup> Session of the ILC, with a view to assessing possible opportunities for follow-up action in 2013. ■

**Larry Kohler**  
Membre du Comité du CCIG

### **International Labour Conference, 101<sup>st</sup> Session, 30 May - 14 June 2012**

The International Labour Conference included a General Discussion on Youth Employment during its recent session in Geneva. It adopted a **“Call for Action on the Youth Employment Crisis”** which stressed that **“unless immediate and vigorous action is taken, the global community confronts the grim legacy of a lost generation”**. It identifies measures governments can take, with support from employers and workers, such as addressing skills mismatches, improving apprenticeship systems and promoting youth entrepreneurship. The document highlights the dire figures of the crisis: **75 million young people are jobless**. Six million have completely given up looking for a job. Of those working, more than **200 million earn less than two dollars a day**.

### **DOMESTIC WORKERS: Three down, one hundred and eighty-two to go**

This is the result 14 months after the ILO Convention C189 Decent work for Domestic Workers was adopted at the

100<sup>th</sup> session of the ILC. Uruguay was the first country to ratify the convention in June, followed by the Philippines and Bolivia in August. We still have a long way to go until all ILO member states have ratified.

The adoption of the C189 as a legal framework on international level is a tremendous success of cooperation of workers in the informal economy, social partners and civil society. However, major challenges still persist with regard to the ratification process of the convention, which will make it legally binding for State Parties. The need for advocacy work for the ratification which has long since started is prevalent as ever.



In the consultation of Catholic Inspired-NGOs ‘Building a future with Decent Work’ on June 1<sup>st</sup> 2012, Ms. Gloria Moreno Fontes from ILO presented the efforts of the ILO to support member states in their efforts to ratify. Quite an impressive number of states in Africa, Latin America and Asia have asked the ILO for support to prepare the legal process of ratification and implementation of the convention. Further information was given by the international coordinator of the International Domestic Workers’ Network (IDWN) Ms. Elizabeth Tang who stressed the obstacle that often lobbyists talk about domestic workers and do not let them do the talking. Additionally the landscape of organisations working on this issue is wide, colorful and often not interconnected. Ms. Maria Suelzu from Caritas Internationalis stressed the link with work on migration and the special situation of migrant workers because of insufficient legal protection.

The discussions with resource persons in working groups emphasized the need to continue and to improve the cooperation among unions, domestic workers and migrant organisations, human rights and Church organisations in order to increase the pressure on governments. Civil society and Church organisations often join

hands in their lobby work. Sometimes though, efforts are running parallel and organisations do not know about the activities and initiatives of other like minded-ones. Hence, efforts on information sharing and preparing common positions and campaigns should be increased.

Besides that alertness and awareness rising is necessary for the rights and status of domestic workers in private households, in which the delicate relationship between worker and employer is rooted. First and foremost it is crucial to empower the domestic workers themselves to voice out and build up negotiation power. In both aspects Church organisations can contribute a lot to this need since they have facilities and are rooted in the population.

With this consultation the about 30 representatives of NGOs, unions and Domestic Workers organisations followed up on initiatives in the last three years organized and conducted by CCIG, Caritas Internationalis, CIYOC and Kolping international along the sessions of the International Labour Conference. ■

**Hildegard Hagemann,**  
Kolping international/German  
Commission for Justice and Peace

### **Landmark ILO treaty for Domestic Workers to come into force in 2013**

After Uruguay in June, the Philippines, on 5 September 2012 became the second country to ratify the **ILO Convention No. 189 on Decent Work for Domestic Workers**, thus allowing the first global standard for domestic workers to come into force in twelve months’ time, i.e. September 2013.

### **COORDONNEES du CCIG Centre Catholique International de Genève**

1 rue de Varembe, Case Postale 43,  
CH-1211, Genève 20, Suisse  
Tel : 00 41 22 734 14 65  
Fax : 00 41 22 734 08 78

Email : [ccig@bluewin.ch](mailto:ccig@bluewin.ch)  
Web : [www.ccig-iccg.org](http://www.ccig-iccg.org)

Rédacteur responsable:  
Maria D’Onofrio

*Les textes n’engagent que leur  
signataire*